

BILAN 2016-2017 de l'INSPECTION DU TRAVAIL

DIRECCTE
UD BOUCHES DU RHONE



BILAN 2016-2017 de l'INSPECTION DU TRAVAIL

- ▶ L'intervention de l'inspection du travail est définie par les textes internationaux et leurs applications dans les textes nationaux.
- ▶ Un programme d'intervention a été signé entre ITER et la DIRECCTE pour déterminer les modalités de l'intervention de l'inspection du travail.
- ▶ Les contrôles de l'inspection du travail sur le site ITER relèvent exclusivement du champs de la santé et sécurité
- ▶ Un plan d'action est arrêté chaque année en coordination avec ITER

L' ACTIVITE DE CONTROLE

- ▶ Une année caractérisée par une montée en charge du chantier
- ▶ Activité de l'Inspecteur du travail:

2015	2016-1 ^{er} semestre 2017
6 visites de chantier	9 visites de chantier
1 enquête accident du travail grave	6 enquêtes accident du travail
14 entreprises contrôlées	31 entreprises contrôlées (dont 2 ETT)
4 participations à des CISSCT	5 participations à des CISSCT/CHS
22 courriers d'observations	31 courriers d'observations

L' ACTIVITE DE CONTROLE

Principaux risques révélés:

- Risques liés au levage
- Risques liés aux expositions à des poussières
- Risques liés aux expositions de rayonnements (tirs de gammagraphie)
- Risques liés au bruit
- Risques de circulation
- Risques d'éboulement (travaux en tranchées ou excavation)
- Risques de chute (protections collectives–nacelles)

L' ACTIVITE DE CONTROLE

Plan d'action 2016:

Contrôles santé sécurité ciblés sur:

- les engins de chantier et de levage
- Les risques chimiques

6 contrôles sur 9 ont porté sur ces thématiques: les autorisations de conduites et les vérifications des engins de levage sont à jour.

- Le travail de nuit et de weekend.

1 contrôle de nuit des opérations de tirs de gammagraphie industrielle a été effectué: programmation opérée dans de bonnes conditions

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Six accidents de travail graves générant des enquêtes de nos services:

- ▶ blessure grave au doigt sur une scie circulaire
- ▶ salarié percuté par une camionnette
- ▶ un salarié projeté sur plusieurs mètres suite à l'explosion d'une gaine CF de coffrage gonflable
- ▶ accident de la route mortel après avoir quitté son poste de nuit
- ▶ chute de 6 mètres, à partir du niveau R+2 de la construction d'un parking
- ▶ chute de 4 mètres avec le renversement d'un échafaudage roulant

L' ACTIVITE DE CONTROLE

- ▶ Des problématiques de modes opératoires, de phasage des travaux, d'organisation du travail, de transmission et d'application de consignes de sécurité sont notamment identifiées comme facteurs explicatifs à l'origine des accidents.
- ▶ Un manque de suivi par certaines entreprises pour s'assurer de l'efficacité et de l'effectivité des mesures de prévention prévues dans les PPSPS

L'ACTIVITÉ DE CONSEILS

- ▶ Travaux à proximité de Beryllium (risque chimique) pour les contrats à durée déterminée
- ▶ Mode opératoire de la phase assemblage pour le secteur du Vacuum Vessel: mobilisation de l'ingénieur de sécurité de la DIRECCTE.
- ▶ Conditions du travail de nuit et de week-end dans le bâtiment PF COILS.
- ▶ Conditions d'organisation des tirs radiographiques
- ▶ Le règlement intérieur d'ITER
- ▶ Composition du CHS
- ▶ Demande d'autorisation de dépassement de la durée du travail hebdomadaire (entreprise) et au repos dominical

L'ACTIVITÉ DE CONSEILS

Plan d'action 2016

- ▶ Réflexion sur le périmètre du CISSCT en fonction de l'évolution du chantier: ce chantier n'a pas été mis en œuvre
- ▶ L'organisation d'ateliers avec les entreprises et leurs représentants sur des thématiques: ces ateliers n'ont pas été organisés

PRÉCONISATIONS

- ▶ améliorer la préparation des successions de phases de travaux, impliquant plusieurs entreprises ou au sein d'une même entreprise, plusieurs équipes,
- ▶ développer une approche proactive de la prévention, autour de l'organisation du travail, en complément des aspects techniques (de conformité réglementaire)
- ▶ améliorer la communication sur les modes opératoires et consignes de sécurité (PPSPS) à tous les niveaux de l'entreprise,
- ▶ améliorer la circulation de l'information à l'occasion de changements, non prévus initialement
- ▶ améliorer l'accueil et l'intégration du personnel intérimaire au sein des collectifs de travail et de leur compréhension des consignes de sécurité.

ACTION SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES INTERNATIONALES

Plan d'action 2016

- Contrôle des formalités de déclarations de détachement
- Contrôle des droits fondamentaux: hébergement collectif, rémunération, durée du travail
- Éventuellement mise en œuvre des sanctions administratives.

ACTION SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES INTERNATIONALES

- ▶ Communication par ITER de la liste des entreprises étrangères intervenantes : 127 entreprises intervenantes.
- ▶ Vérification des déclarations de détachements: 105 entreprises n'avaient pas déclaré les salariés détachés. Envoi d'un courrier de rappel des obligations liées au détachements de salariés
- ▶ Réponse de 47 entreprises :
 - ne pas être intervenues sur le chantier en 2016
 - interroge sur l'application de la réglementation en fonction des statuts de leur personnel affecté sur le chantier (réunion, expatrié, visite commerciale,...).

Ces 2 catégories représentent 24 entreprises non concernées

- avoir fait intervenir des salariés, en nous justifiant des déclarations préalable de détachement, ou en reconnaissant ne pas avoir satisfait aux obligations légales en vigueur

ACTION SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES INTERNATIONALES

- ▶ Sur les 127 entreprises, 63 ont régularisé leur situation au niveau de la déclaration préalable de détachement dont 27 sont encore présentes.
- ▶ 14 entreprises ont justifié de la désignation d'un représentant en France de l'entreprise établie à l'étranger.
- ▶ 1 seule entreprise indique le recours à un hébergement collectif
- ▶ 6 entreprises sont susceptibles de faire l'objet d'une sanction administrative pour défaut de déclaration préalable de détachement.

PRÉCONISATIONS

- ▶ Améliorer la connaissance des entreprises étrangères assurant des prestations de services internationales sur ITER
- ▶ Améliorer l'information de ces entreprises sur leurs obligations
- ▶ Améliorer l'information des donneurs d'ordre recourant à des sous-traitants internationaux sur leurs obligations

PLAN D'ACTION 2018

Contrôles santé-sécurité:

- ▶ Risques de chute de hauteur: intégration des modes opératoires dans la coordination SPS, les PPSPS et respect des prescriptions.
- ▶ Organisation d'un atelier de campagne de prévention en lien avec F4E
- ▶ Poursuite des contrôles de nuit sur les tirs de radiographie industrielle
- ▶ Structuration et fonctionnement du CISSCT

PLAN D'ACTION 2018

Contrôle des PSI

- ▶ Travail avec ITER sur l'information des entreprises et des donneurs d'ordres sur leurs obligations
- ▶ Contrôle des obligations de déclaration préalable de détachement, et de désignation d'un représentant en France
- ▶ Contrôle du respect des dispositions légales et conventionnelles en matière de rémunération, de durée du travail
- ▶ Contrôle des conditions d'hébergement des travailleurs

**MERCI POUR VOTRE
ATTENTION**

